REPUBLIQUE POPULAIRE DU BENIN

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 80-201 du 23 Juillet 1980

portant révocation des Forces Armées
Populaires du Bénin des Camarades BARA
Gabriel et AMOUSSOU Coffi Raphaël, Pré-
posés des Forces de Sécurité Publique.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU CONSEIL
EXECUTIF NATIONAL,

- VU l'ordonnance N°77-32 du 9 Septembre 1977 portant promulgation de la Loi Fondamentale de la République Populaire du Bénin,
- VU le décret N°80-39 du 12 Février 1980 portant composition du Conseil Exécutif National et de son Comité Permanent,
- VU l'ordonnance N°76-4 du 26 Janvier 1976 édictant les dispositions en vue de la répression disciplinaire des détournements et faits assimilés commis par les militaires et para-militaires,
- VU la décision N°116/PR/DN/CAB/MIL. du 18 Septembre 1979 portant création de la commission ad hoc de répression disciplinaire chargée de connaître des faits reprochés aux camarades militants en uniforme impliqués dans les diverses malversations et prévarications commises, courant 1976, 1977 et 1978, au préjudice de la Société Nationale de Transit et de Consignation (SONATRAC),
- VU le rapport de la commission ad hoc de répression disciplinaire créée par la décision N°116/PR/DN/CAB/MIL. du 18 Septembre 1979,
- Le Comité Permanent du Conseil Exécutif National entendu en sa séance du 2 Juillet 1980,

DECRETE :

ARTICLE 1er - Les Camarades BARA Gabriel et AMOUSSOU Coffi Raphaël, Préposés des Forces de Sécurité Publique, sont révoqués des Forces Armées Populaires du Bénin pour prévarication. Ils sont déclarés à jamais incapables d'exercer un emploi public.

ARTICLE 2 - Les Camarades BARA Gabriel et AMOUSSOU Coffi Raphaël, déchus des droits à l'obtention d'une pension de retraite, pourront toutefois prétendre au remboursement des retenues pour pension opérées sur leurs soldes.

ARTICLE 3 - Les Camarades BARA Gabriel et AMOUSSOU Coffi Raphaël seront mis en débet et devront reverser chacun au Trésor Public la somme de DIX NEUF MILLE (19 000) Francs qu'ils ont perçue pour s'abstenir de faire un acte que leur commandait leur devoir.

.../...

ARTICLE 4 - Le reversement de la somme mentionnée à l'article 3 ci-dessus pourra faire l'objet de prélèvements sur le montant des retenues pour pension opérées sur les soldes des intéressés.

ARTICLE 5 - Le Ministre des Finances et le Ministre de la Défense Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui a effet pour compter de la date de suspension des intéressés de leurs emplois et qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.-

Fait à COTONOU, le 23 Juillet 1980

par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Président du Conseil
Exécutif National,

Mathieu KERREKOU

Pour Le Ministre des Finances absent,
le Ministre de l'Industrie, des Mines et de
l'Energie, chargé de l'intérim,

Barthélémy OHOUENS

Ampliations : PR 8 - CC du PRPB 4 - CS 6 - CAB.MIL. + MDN 12
EMFSP-DFSP-DD 12 - EMGFAP + EMFDN 4 - DSI 4 - Intéressés 2 SGG
4 Caisse Nationale de Retraites 2 - MF 6 - Autres Ministères
21 - SPD 2 - IGE et ses Sections 4 - DPE-DAGJ-INSAE 6 - DCCT 1
ONEPI-Gde Chanc. 2 - DB-DCF-Solde-Trésor-DI 20 - BCP 2 - UNB 2
BN-ISJ 4 - JORPB 1